



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

60 000 postes : promesse tenue ?

Dans un communiqué triomphant, le ministère de l'Éducation nationale annonce que la promesse de la création de 60 000 postes sera tenue à la fin de la mandature.

Qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, cette annonce se base sur la programmation, pour les concours 2017, de 12 842 postes censés compléter ceux créés les années précédentes. Le Ministère s'avance un peu : programmer des postes aux concours ne signifie pas forcément les pourvoir. On note d'ailleurs depuis plusieurs années que certaines disciplines du second degré ont régulièrement des centaines de postes non pourvus : pourquoi en serait-il autrement en 2017 ? C'est là la première esquivé du gouvernement : "oublier" que des centaines de postes restent toujours à ce jour non pourvus.

Ensuite, le gouvernement parle de postes alors qu'il s'agit en réalité d'emplois. Cette distinction n'est pas neutre puisque sur ces 60 000 "postes", il y a 25 938 stagiaires. Comme ces derniers sont en grande majorité à mi-temps, c'est en réalité de l'ordre de 15 000 postes qui sont occupés.

D'autre part, le gouvernement inclut dans ces postes des personnels précaires, 4 251 aides aux élèves en situation de handicap (AESH) et 2 150 assistant-e-s d'éducation : non seulement ces personnels sont presque tous à temps partiel et sous-payés, mais ils sont-surtout non-titulaires. Le gouvernement se glorifie donc de la création de plus de 6 000 précaires...

D'ailleurs, la situation est à ce point difficile que les Rectorats embauchent de plus en plus de contractuel-le-s. Il étend même et généralise cette pratique dans le premier degré...

De plus une part non négligeable de ces "créations" sert à financer les réformes, et en premier lieu la réforme du collège. Conséquence : des pans entiers de l'Éducation nationale sont totalement ignorés... c'est le cas des lycées professionnels qui ont même vu leur nombre d'enseignant-e-s baisser.

De fait, ces "créations" ne compensent pas les besoins, en particulier la hausse démographique : sur le terrain, elles restent invisibles car les classes restent surchargées...

Enfin, cette promesse (même tenue) ne compenserait même pas les 80 000 postes supprimés sous Sarkozy.

Alors engagement présidentiel tenu ? Pas vraiment. La CGT Educ'action considère que l'Éducation nationale vaut mieux que des artifices comptables servant à masquer une politique éducative désastreuse et des annonces politiciennes de pré-campagne électorale.

Montreuil, le 26 septembre 2016